

MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

L'acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage

Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France - Direction des Routes Île-de-France (DRIEAT-IF)

Représentant de l'Acheteur (RA)

Madame la Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France par délégation de Monsieur le Préfet de Région d'Île-de-France, Préfet de Paris (arrêté n°IDF-2023-04-04-00003 du 19/04/2023)

Objet de la consultation

Accord-cadre à bons de commandes d'assistance à Maîtrise d'ouvrage pour l'instruction des demandes d'aménagement sur le réseau routier national géré par la DiRIF par des maîtrises d'ouvrage tiers

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE 1. DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 Contexte du marché	4
1.2 Objet du marché	4
1.3 Contenu de la mission d'AMO – Prestations objet du marché	5
1.3.1 Définition synthétique des prestations.....	5
1.3.2 Identification, analyse et prévention des risques	6
1.3.3 Référentiel applicable.....	6
1.4 Confidentialité.....	7
ARTICLE 2. MODALITES DE FONCTIONNEMENT ET D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE	7
2.1 Organisation du Maître d'ouvrage (DiRIF).....	7
2.2 Organisation attendue du titulaire au titre de l'accord-cadre	8
2.3 Autres intervenants	8
2.4 Réunions.....	8
2.5 Modalités de rendu des livrables	9
2.6 Echange des informations	9
2.7 Exigences environnementales	9
ARTICLE 3. DETAIL DES PRESTATIONS ATTENDUES.....	10
3.1 Généralités	10
3.2 Assistance dans l'analyse de l'opportunité d'un projet	11
3.2.1 Objectifs de la DiRIF en phase d'analyse de l'opportunité	11
3.2.2 Prestations susceptibles attendues par la DiRIF dans le cadre de l'analyse de l'opportunité.....	11
3.3 Assistance dans la phase de Conventionnement.....	15
3.3.1 Objectifs de la DiRIF dans la phase de conventionnement des projets portés par des MOA tiers.....	15
3.3.2 Contenu attendu de la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage.....	16
3.3.3 Contenu attendu de la convention d'entretien et d'exploitation	17
3.3.4 Autres conventions	17
3.3.5 Cas particulier des ouvrages d'art	18
3.3.6 Prestations attendues par la DiRIF dans la phase de conventionnement.....	18
3.4 Assistance en phase d'instruction des études préalables et/ou des études de conception.....	21
3.4.1 Objectifs de la DiRIF en phase d'instruction des études préalables et/ou des études de conception	21
3.4.2 Cas particulier des ouvrages d'art	21
3.4.3 Prestations attendues par la DiRIF dans la phase d'instruction des études préalables et/ou des études de conception	22

3.5	Assistance en phase de préparation et de réalisation des travaux	26
3.5.1	Objectifs de la DiRIF en phase de préparation et de réalisation des travaux	26
3.5.2	Cas particuliers des ouvrages d'art	27
3.5.3	Prestations attendues par la DiRIF dans les phases de préparation et de réalisation des travaux par le MOA Tiers	27
3.6	Assistance en phase de mise en service et de remise de l'ouvrage	29
3.6.1	Objectifs de la DiRIF en phase de mise en service et de remise de l'ouvrage.....	29
3.6.2	Prestations attendues par la DiRIF en phase de mise en service et de remise de l'ouvrage	29
3.7	Assistance en phase d'exploitation de l'ouvrage	30
3.7.1	Besoins potentiels de la DiRIF en phase d'exploitation de l'ouvrage.....	30
3.7.2	Prestations attendues par la DiRIF en phase d'exploitation de l'ouvrage.....	31
3.8	Autres prestations.....	31
ARTICLE 4.	DELAI D'EXECUTION DES PRESTATIONS	33
4.1	Délais d'exécution des prestations.....	Erreur ! Signet non défini.
ARTICLE 5.	MODALITES ET CONSIGNES D'INTERVENTION SUR LE RESEAU ROUTIER NATIONAL GERE PAR LA DIRIF.....	35
ARTICLE 6.	ANNEXES.....	37

Dans l'ensemble du présent document, l'acheteur est désigné par les termes « Maître d'ouvrage » ou « MOA ». Il se distingue des Maîtres d'ouvrages dits « Tiers » ou « MOA tiers », porteur de projets impactant les ouvrages dont la DiRIF est gestionnaire.

ARTICLE 1. DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Contexte du marché

La Direction des routes d'Île-de-France est un service déconcentré du ministère chargé des transports placé sous l'autorité de la Préfecture d'Île-de-France au sein de la DRIEAT.

Elle est le gestionnaire du réseau routier national non concédé en Île-de-France (RRN), composé de près de :

- 1 300 kilomètres de routes, répartis selon environ 800 km de section courante de routes et d'autoroutes et de 500 km de bretelles d'échanges,
- 300 échangeurs,
- 25 tunnels de plus de 300 m représentant 48 km de voiries,
- 1 900 ouvrages d'art (ponts, viaducs, tranchées couvertes, murs etc.).

Pour plus de précision concernant l'organisation territoriale de la DiR IF et le réseau routier géré, le site <https://www.dir.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/.fr> pourra utilement être consulté.

Les trois grandes missions de la DiRIF portent sont l'exploitation, l'entretien et la modernisation de son réseau routier.

Différents Maîtres d'ouvrages « tiers » (collectivités territoriales, établissements publics, aménageur ou acteur économique privé) sont régulièrement porteurs de projet d'aménagement impactant le réseau routier national. Conformément aux dispositions de *l'instruction **gouvernementale** du 29 avril 2014 fixant les modalités d'élaboration des opérations d'investissement et de gestion sur le réseau routier national* : **Tout aménagement impactant le RRN doit recueillir préalablement à sa réalisation, l'accord de l'État sur son opportunité et ses modalités de réalisation, afin de maintenir la cohérence, les fonctionnalités et la sécurité du réseau national.**

1.2 Objet du marché

La Direction des routes Ile-de-France (DIRIF) est amenée à assurer l'instruction des dossiers produits par des Maîtres d'Ouvrage Tiers, aux différents stades de leur projet d'aménagement (opportunité, avant-projet, PRO, etc), conformément aux dispositions de *l'Instruction technique relative aux modalités d'élaboration des opérations d'investissement et de gestion sur le réseau routier national* dans sa dernière version en vigueur (Version consolidée du 24 juin 2024).

Les Arrondissement de gestion et d'exploitation de la route (AGER) territorialement concerné par le projet, sont les guichets d'entrée des demandeurs pour tout ce qui concerne l'instruction de leur projet, et s'appuient, autant que nécessaire, sur les compétences des services métiers de la DiRIF.

Selon la nature et la complexité du projet, cette instruction peut se résumer à émettre des avis techniques et les synthétiser pour apprécier l'acceptabilité des impacts sur le RRN du projet tiers, comme elle peut inviter à la mise en évidence de synergies, d'opportunités pour la modernisation du réseau DiRIF et à un travail de prescription pour étudier et/ou garantir la faisabilité du projet, avec les objectifs premiers de :

- garantir la sécurité des usagers ;
- garantir la sécurité des personnels d'exploitation ;
- garantir le maintien des conditions de viabilité du réseau (écoulement du trafic notamment, y compris en phase de réalisation des travaux) ;
- garantir la pérennité des ouvrages existants ou à venir.

Dans le cadre de l'instruction de ces demandes d'aménagement sur le réseau routier national (géré par la DiRIF) portées par des Maîtres d'ouvrages tiers, le présent marché a pour objet l'assistance technique, administrative, juridique et financière à la maîtrise d'ouvrage DiRIF, au sens de l'article L.2422-2 du Code de la commande publique (CCP), par la fourniture de conseil spécialisé dans l'analyse de ces projets.

1.3 Contenu de la mission d'AMO – Prestations objet du marché

1.3.1 Définition synthétique des prestations

Dans le cadre de sa mission d'assistance au maître d'ouvrage, le titulaire du présent marché aura en charge une mission générale d'AMO (assistance technique, administratives, juridique et financière). Il sera ainsi amené à :

- Analyser de la recevabilité des dossiers (complétude) ;
- Analyser de la conformité des dispositions techniques du le projet du tiers et de la conformité aux règles de conception et d'aménagement du RRN ;
- Formuler des recommandations, préconisations, demandes de compléments éventuels et réserves à formuler à destination du porteur de projet le cas échéant ;
- Proposer des synthèses en vue d'une décision de la DiRIF, pouvant intégrer la synthèse des avis des services internes de la DiRIF,
- Assister la DiRIF dans les différents conventionnements liés aux projets ;
- Assister la DiRIF dans la prévention des risques et la gestion des aléas inhérents aux projets, quelle que soit leur nature, y compris l'accompagnement en cas de litiges et des procédures amiables ou contentieuses qui en résultent.

Il est précisé que l'instruction des dossiers de demande d'aménagement portés par des Maîtres d'ouvrages Tiers ne doit pas conduire à se substituer à la conduite missions du maître d'ouvrage Tiers et celles de son maître d'œuvre, mais bien à le responsabiliser quant au respect de la convention et des règles de l'art applicables. Cette démarche implique la conduite de vérification s'apparentant à un contrôle extérieur.

La mise en œuvre de cette instruction consiste ainsi à :

- S'assurer du respect des règles techniques et des démarches qualité annoncées ou prescrites ;
- S'assurer du respect des règles techniques (instructions, circulaires, normes, guides et notes techniques, etc.) au travers notamment de la mise en œuvre d'un dispositif de contrôle intérieur et la prise en compte du résultat du contrôle extérieur ;
- S'assurer du respect du programme, des avis et autres prescriptions formulées tout au long de la vie du projet ;
- Analyser les écarts éventuels aux règles de l'art à partir, au regard de justification et de la validation par le maître d'ouvrage ;
- Vérifier, à travers le plan de contrôle, l'examen des contrôles effectués, des résultats et des

suites données, validées par le maître d'ouvrage.

Le contenu détaillé des prestations susceptibles d'être commandées dans le cadre du présent accord-cadre, selon les différentes phases des projets, est défini par l'Article 3 – Contenu des prestations attendues du présent CCTP. Le titulaire devra être en mesure de mobiliser l'ensemble des compétences nécessaires à leur bonne exécution. D'une manière générale, il devra être en mesure d'apporter à la DiRIF du conseil, de l'expertise, des contrôles et une force de proposition sur tout sujet en lien avec les opérations analysées.

1.3.2 Identification, analyse et prévention des risques

Quelle que soit la nature de la prestation objet d'un bon de commande, le titulaire dispose d'un devoir de conseil envers le Maître d'ouvrage, étendu à l'identification, l'analyse et la prévention des risques, au titre duquel il assure :

- L'identification des risques susceptibles de se produire, qu'ils soient techniques, financiers, juridiques ou calendaires, l'évaluation de leur probabilité d'occurrence et de leurs impacts sur le projet ;

La proposition d'actions de traitement pour les risques considérés.

1.3.3 Référentiel applicable

Afin d'accompagner les porteurs des projets qui ont un impact sur le RRN, la DiRIF a établi un guide intitulé « Guide des demandes d'aménagement sur le réseau routier national géré par la DiRIF à l'attention des Maîtrises d'ouvrage tierces ». Ce dernier a pour objet de définir le cadre général dans lequel les dossiers sont instruits et, de décliner les différentes procédures auxquelles est soumise la réalisation des projets. Il permet aux maîtres d'ouvrage tiers de connaître les différentes étapes qui jalonnent l'instruction de leurs projets.

Le référentiel applicable à l'instruction des projets d'aménagement sur le réseau routier national (géré par la DiRIF) portées par des Maîtres d'ouvrages tiers est composé :

- de l'instruction gouvernementale du 29 avril 2014 fixant les modalités d'élaboration des opérations d'investissements et de gestion sur le réseau routier national,
- de l'instruction technique relative aux modalités d'élaboration des opérations d'investissements et de gestion sur le réseau routier national du 6 février 2015 mise à jour régulièrement, dont la dernière version consolidée date du 24 juin 2024 (IT)
- de l'instruction technique relative au système de management de/par la qualité dans les services routiers (ITQ), actualisée le 28 février 2017
- de l'instruction technique pour la surveillance et l'entretien des ouvrages d'art en vigueur (ITSEOA)
- de l'ensemble des règles techniques applicables (au sens le plus large du terme), c'est-à-dire :
 - La réglementation en vigueur : Directives, Lois, Décrets, Arrêtés, Normes rendues obligatoires par décret ou par arrêté ;
 - Les règles de l'art : Instruction technique de la Direction des Mobilités Routières, Référentiel technique produit par le CEREMA, normes en vigueur dans leur champ d'application respectif ;
 - De l'état de l'art : Guides ou documentations techniques produits par la communauté professionnel ou un établissement public compétent, notes d'informations, etc.

Le titulaire tient compte, dans la conduite de l'ensemble de ses prestations, des éléments du référentiel normatif technique en vigueur à la date d'exécution, ainsi que des référentiels

administratif, réglementaires ou juridique applicable.

1.4 Confidentialité

Le titulaire ne peut communiquer à quiconque, directement ou indirectement, tout ou partie des informations de toute nature (commerciale, industrielle, technique, financière, administrative ou personnelle) dont il aurait eu connaissance dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre.

ARTICLE 2. MODALITES DE FONCTIONNEMENT ET D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

Les dispositions correspondantes sont définies aux articles 1.4 – *Fonctionnement Général de l'accord-cadre* et 2.3 – *Bons de commande* du CCAP du présent marché.

2.1 Organisation du Maître d'ouvrage (DiRIF)

La Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France (DRIEAT IF) / Direction des routes d'Île-de-France (DiRIF), gestionnaire du réseau routier national non concédé en Île-de-France, s'appuie, pour la conduite de ses missions sur 4 services territoriaux, 3 services métiers et de 4 services transversaux, à savoir :

- **Services territoriaux :**
 - **Les 4 Arrondissements de gestion et d'exploitation de la route** (AGER), répartis par secteur géographique (nord, sud, est, ouest), rassemblent les équipes de terrain chargées de l'exploitation et de l'entretien du réseau routier au quotidien. Chaque AGER se compose d'unités d'exploitation de la route (UER) auxquelles sont rattachées des centres d'entretien et d'intervention (CEI).
- **Services métiers :**
 - **Le service du trafic et des tunnels** (STT) est chargé de superviser l'exploitation du trafic et des tunnels et assure la modernisation des 25 tunnels routiers. La surveillance du réseau y est assurée 24h/24 et 7 jours/7 par un centre de coordination du trafic (CTT) à l'échelle régionale et par 4 postes de contrôle tunnels et trafic (PCTT) répartis par secteur géographique (nord, sud, est, ouest).
 - **Le service de la gestion patrimoniale du réseau** (SGPR) est chargé de l'entretien du réseau routier dans toutes ses composantes : réparation des ouvrages d'art (ponts, viaducs et murs de soutènement), des équipements statiques, réalisation des aménagements environnementaux (bassins d'assainissement, passage à faunes etc...) et gestion des dépendances vertes.
 - **Le service de la modernisation du réseau** (SMR) assure la maîtrise d'ouvrages des opérations de modernisation inscrites au sein du Contrat de Plan Etat-Région Île-de-France, dont la DiRIF assure la Maîtrise d'ouvrage
- **Services transversaux** rattachés à la direction :
 - Une **mission de la politique et des moyens de l'exploitation** (MIPOLEX)
 - Un **secrétariat général délégué** (SGd)
 - Une **département sécurité prévention** (DSP)
 - Une **mission communication** (COM)

Dans le cadre du présent marché, les 4 services territoriaux et les 3 services métiers sont susceptibles d'adresser des bons de commande pour les besoins qui les concernent. Par conséquent, le titulaire échangera avec plusieurs interlocuteurs de la DiRIF, suivant le service émetteur du bon de commande. L'identité et les coordonnées de l'interlocuteur de chaque bon de commande seront précisées dans le bon de commande concerné.

Les bons de commandes seront adressés par les représentants du Maître d'Ouvrage DiRIF à la survenance des besoins, au fil des sollicitations et transmissions adressées par les MOA Tiers.

Pour mémoire, la coordination de toutes les étapes de la démarche est assurée par les Arrondissement de gestion et d'exploitation de la route (AGER) territorialement concerné par le projet, qui sont les guichets d'entrée des demandeurs pour tout ce qui concerne l'instruction de leur projet. Ces derniers s'appuient, autant que nécessaire, sur les compétences des services métiers de la DiRIF. Ces services territoriaux, comme les services métiers, sont susceptibles de faire appel au présent marché dans le cadre de la préparation de leur avis.

L'avis « final » sur un projet / opération présenté par un MOA Tiers relève de la pleine et entière responsabilité de la DiRIF, qui s'appuie, le cas échéant, sur les prestations du titulaire du présent marché. La DiRIF se réserve la possibilité de modifier, amender, voire ne pas suivre, les observations formulées par le titulaire, dans le cadre de son instruction.

2.2 Organisation attendue du titulaire au titre de l'accord-cadre

Conformément aux dispositions de l'article 1.7.3 – *Conduite des prestations par une personne nommément désignée* du CCAP, la conduite du présent marché et des prestations qui en découlent fait l'objet d'un pilotage par un interlocuteur unique de la DiRIF.

Cet interlocuteur est de niveau présentant un niveau d'expérience adapté à l'objet du marché, désigné comme « Chef de projet ». Il est responsable de la bonne exécution du contrat et a notamment pour fonction :

- D'assurer le suivi et être le contact privilégié du MOA pour l'exécution du contrat ;
- D'assurer la conduite des prestations objet des différents bons de commande et plus généralement du présent marché.

Son identité et sa qualité sont précisées dans l'offre du titulaire.

Le titulaire désigne en outre un suppléant, en capacité de se substituer en cas d'empêchement majeur du chef de projet.

Le chef de projet est responsable de la qualité attendue des livrables à produire ainsi que de la bonne exécution des prestations dans le respect des exigences associées.

Sauf exception préalablement validée par la DiRIF, le titulaire du présent marché ne conduit aucun échange direct avec les MOA Tiers.

2.3 Autres intervenants

Les intervenant dans l'exécution du présent marché sont définis à l'article 1.7.2 – *Autres intervenants liés à l'acheteur* du CCAP du présent marché.

2.4 Réunions

La participation à des réunions s'inscrira dans le cadre de besoins ponctuels, qui pourront notamment consister en :

- Des réunions de présentation de la synthèse l'instruction, conduite par le titulaire, d'un

dossier remis par un MOA Tiers ;

- Des réunions « techniques » ayant pour objet l'analyse d'un point particulier d'un dossier remis par un MOA Tiers ;
- Des réunions de présentation, restitution ou échange technique en présence du MOA Tiers, dans l'objectif de faciliter ou faire progresser l'instruction de son dossier.

Les réunions qui seront organisées par le Maître d'ouvrage DiRIF (en concertation avec le Maître d'Ouvrage Tiers le cas échéant). Elle se tiendront dans des locaux de la DiRIF, et pourront intervenir sur l'ensemble de ses implantations (en donc sur l'ensemble du territoire de l'Île-de-France). Elles pourront plus occasionnellement se tenir dans les locaux du MOA Tiers (Dans la limite du territoire de la Région Île-de-France). Les réunions seront organisées avec un délai de préavis minimum d'une semaine.

Toutes les réunions donnent lieu à un compte-rendu rédigé par le titulaire et qui est transmis dans les 5 jours, conformément à l'article 4 – Délais d'exécution des prestations, par messagerie électronique au Maître d'ouvrage et aux personnes désignées par ses soins selon les sujets abordés en réunion, pour avis.

Si au-delà d'une semaine après réception, le projet de compte rendu n'a fait l'objet d'aucune observation du Maître d'ouvrage technique, il sera considéré comme accepté par tous. Dans le cas contraire, le titulaire intégrera les modifications et assurera la diffusion à l'ensemble des destinataires.

2.5 Modalités de rendu des livrables

L'ensemble des livrables produits dans le cadre du présent marché sont rédigés en français.

L'ensemble des livrables sont propriété du maître d'ouvrage.

Les documents à produire au cours de l'exécution du marché sont fournis, sauf demande de l'acheteur sur fichier numérique, soit par voie électronique, soit sur support numérique.

Les livrables devront respecter un formalisme identique, à proposer par le titulaire en début de marché. Chaque livrable devra reprendre à minima, dans une page de synthèse, la description du projet, le listing des éléments transmis, le cadre, les limites et les points saillant de l'avis ou de la prestation.

Les délais applicables à la remise des livrables sont définis à l'Article 4 – *Délais d'exécution des prestations*.

2.6 Echange des informations

Les communications usuelles entre le Maître d'Ouvrage technique et l'Assistant à Maîtrise d'ouvrage sont effectués par courrier électronique.

2.7 Exigences environnementales

Le titulaire s'engage à respecter les exigences législatives et réglementaires relatives au respect de l'environnement qui lui sont applicables à la date de signature du marché par ses soins.

Le titulaire a la responsabilité de mettre en œuvre une organisation, des méthodes et des moyens basés sur un système de management environnemental lui permettant de tenir compte des éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement.

Conformément à l'article 2.5 – *Modalités de rendu des livrables*, les documents produits au cours du marché sont fournis, sauf demande de l'acheteur sur fichier numérique, soit par voie électronique,

soit sur support numérique.

Le titulaire s'efforce de réduire sa consommation de papier. Le cas échéant il privilégie, par ordre décroissant de priorité, l'usage de (1) papier recyclé, (2) papier éco-labellisé ecolabel européen, NF environnement, Ange bleu ou équivalent, (3) papier certifié issu de forêt gérées durablement labellisé FSC (Forest Stewardship Council), PEFC (Programme for the Endorsement of Forest Certification schemes) ou équivalent), et s'assure de l'utilisation judicieuse du grammage du papier (le plus léger possible). Il assure en outre l'optimisation de la mise en page des supports à imprimer afin de générer une impression la plus économe possible en papier et en encre et la moins productrice de déchets.

En complément des exigences environnementales en matière de format des rendus, les dispositions complémentaires suivantes sont applicables :

- Politique IT : le titulaire met en place une politique de Green IT (par exemple : tri des données, alimentation des serveurs, stockage sur les réseaux, gestion des mails et envois raisonnés).
- Déplacements : le titulaire privilégie, pour les différents sites concernés par l'accord cadre, les déplacements à pied, avec des véhicules à propulsion humaine ou en transports en commun. Si l'utilisation de véhicules individuels est indispensable, le parc servant à l'exécution des prestations comprend de préférence des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié (GPL), au gaz naturel pour véhicules (GNV), à l'hydrogène ou encore des véhicules hybrides (mixtes électriques et essence) conformes aux normes en vigueur.
- Formation : le partenaire s'engage à former ses collaborateurs aux enjeux environnementaux liés à l'objet du marché, de telle sorte à ce qu'il puisse être force de proposition pour évaluer et améliorer les propositions afférentes des MOA Tiers.

ARTICLE 3. DETAIL DES PRESTATIONS ATTENDUES

3.1 Généralités

L'instruction des projets portés par des Maîtres d'Ouvrage Tiers (collectivités territoriales, établissements publics, aménageur ou acteur économique privé), sur la base des dossiers remis, intervient, conformément aux dispositions de *l'Instruction technique relative aux modalités d'élaboration des opérations d'investissement et de gestion sur le réseau routier national* dans sa dernière version en vigueur (Version consolidée du 24 juin 2024), aux différents stades de leur projet d'aménagement (opportunité, avant-projet, PRO, etc).

Ainsi, le titulaire du présent marché, sera amené à apporter une assistance à la Maîtrise d'Ouvrage DiRIF :

- en phase d'analyse de l'opportunité d'un projet ;
- en phase de Conventionnement ;
- en phase d'instruction des études préalables et/ou des études de conception ;
- en phase de préparation et de réalisation des travaux ;
- en phase de mise en service et de remise de l'ouvrage ;
- en phase d'exploitation de l'ouvrage (y.c. en cas de survenance de sinistre).

Selon la nature et la complexité du projet, cette instruction peut se résumer à émettre des avis techniques thématiques et à les synthétiser pour apprécier l'acceptabilité du projet tiers au regard de ses impacts sur le RRN, comme elle peut inviter à la mise en évidence de synergies, d'opportunités

pour la modernisation du réseau DiRIF et à un travail de prescription pour étudier et/ou garantir la faisabilité du projet.

Les avis rendus à la DiRIF doivent s'attacher à hiérarchiser et prioriser les observations formulées, en distinguant notamment les points relevant de dispositions réglementaires ou normatives, devant conduire à la formulation de prescriptions, ou ceux relevant de bonnes pratiques et d'opportunités, susceptibles de conduire à la formulation de préconisations ou de recommandations.

Les propositions d'avis rendus doivent permettre à la DiRIF, lorsque cela s'avère nécessaire, d'opposer les avis rendus aux Maîtres d'Ouvrage Tiers, et de leur faire supporter la responsabilité et la charge financières d'éventuelles non conformités ou de dégradations causées aux ouvrages appartenant à la DiRIF.

Le détail des prestations susceptibles d'être attendues dans le cadre de chacune de ces phases et les modalités de rémunération associées sont définies ci-après.

3.2 Assistance dans l'analyse de l'opportunité d'un projet

3.2.1 Objectifs de la DiRIF en phase d'analyse de l'opportunité

Au stade de la phase « Opportunité », la DiRIF s'attache à objectiver :

- Si le besoin du tiers peut être satisfait sans aménagement sur le RRN ;
- Si projet est réalisable dans des conditions acceptables pour les usagers du RRN et pour l'exploitant DiRIF ;
- Le cas échéant, les éventuelles conditions d'acceptabilités du projet et les éventuels approfondissements à mener.

Il appartient ainsi au porteur de projet (MOA tiers) de démontrer que son projet apporte une réponse proportionnelle et pertinente à ses besoins.

Le dossier d'opportunité produit par le porteur de projet (MOA tiers) doit permettre de juger de la faisabilité et de l'acceptabilité du projet, notamment dans son impact sur le trafic, sur la fonctionnalité et sur la sécurité du RRN. Le niveau de détail du dossier doit être proportionné aux enjeux et son contenu conforme aux dispositions du *Guide des demandes d'aménagement sur le réseau routier national géré par la DiRIF – Fiche n° 1 – Contenu du dossier d'opportunité*, et traite notamment des points suivants :

- Nature et justification des besoins à assurer
- Description des solutions techniques et de leurs impacts
- Coût et financement
- Procédures et maîtrise du foncier

Le dossier remis est appelé à faire l'objet d'une analyse sur l'ensemble des thématiques concernées par le projet, s'appuyant sur les référentiels techniques, administratifs et normatifs en vigueur. Cette analyse est conduite au regard du contenu du dossier, ainsi que de sa qualité générale, incluant les rapports de contrôle extérieur, sur les thématiques géométrie, trafic, équipements, signalisation et OA.

3.2.2 Prestations susceptibles attendues par la DiRIF dans le cadre de l'analyse de l'opportunité

Dans le cadre de l'Assistance à la Maîtrise d'ouvrage DiRIF, les prestations à réaliser au titre de l'accompagnement dans l'analyse de l'opportunité d'un projet peuvent notamment consister en :

Thématique	Prestations	Livrable attendu	Prix BPUF applicable
Appropriation, conformité et complétude	<ul style="list-style-type: none"> - Procéder à l'appropriation du projet soumis - Identifier les thématiques sur lesquelles la formulation d'un avis est nécessaire au regard de la nature et du périmètre du projet soumis - Procéder à la vérification de la conformité et la complétude du dossier d'opportunité 	<ul style="list-style-type: none"> - Fiche de synthèse / d'identité du projet - Avis portant sur la recevabilité du dossier et l'identification des avis thématiques à prévoir 	Avis de recevabilité et de cadrage (prix 101)
Trafic (à terme)	<ul style="list-style-type: none"> - Vérifier l'admissibilité des conditions d'écoulement du trafic selon les hypothèses et les horizons de l'étude déterminés, en conformité avec le contenu attendu des études d'opportunité et la grille de contrôle de la qualité des études et modèles de trafic routier 	<ul style="list-style-type: none"> - Avis technique thématique 	Avis thématique complexe (prix 104)
Trafic (En phase travaux)	<ul style="list-style-type: none"> - Vérifier l'admissibilité des impacts éventuels en phase travaux s'ils sont importants pour le RRN et, le cas échéant, l'étude de trafic dynamique afférente 	<ul style="list-style-type: none"> - Avis technique thématique 	Avis thématique courant (prix 103)
Signalisation directionnelle	<ul style="list-style-type: none"> - Vérifier, selon le niveau de détail proposé, l'identification et la prise en compte des référentiels techniques, administratifs et réglementaires en vigueur - Vérifier la bonne identification des impacts de l'aménagement proposé sur les schémas directeurs de signalisation en vigueur et la prise en compte des conséquences dans la conduite de l'opération - Définir les éventuelles études et dossier à produire 	<ul style="list-style-type: none"> - Avis technique thématique 	Avis thématique complexe (prix 104)
Equipements de la routes (Dispositifs de retenue, signalisation horizontale, signalisation de police)	<ul style="list-style-type: none"> - Vérifier, selon le niveau de détail proposé, l'identification et la prise en compte des référentiels techniques et réglementaires en vigueur, ainsi que le respect des règles de l'art, pour les différentes familles d'équipements de la route (Référentiel applicables, niveau de performance exigées, points particuliers...) 	<ul style="list-style-type: none"> - Avis technique thématique 	Avis thématique courant (prix 103)
Assainissement (et gestion de l'Eau)	<ul style="list-style-type: none"> - Vérifier, selon le niveau de détail proposé, l'identification et la prise en compte des référentiels techniques et réglementaires en vigueur, ainsi que le respect des règles de l'art (Hypothèse de dimensionnement, référentiels, points particuliers, rejets, protection des eaux...) - Définir les éventuelles études complémentaires à produire et conditions d'acceptabilité 	<ul style="list-style-type: none"> - Avis technique thématique 	Avis thématique courant (prix 103)

Géométrie	<ul style="list-style-type: none"> - Vérifier, selon le niveau de détail proposé, l'identification et la prise en compte des référentiels techniques et réglementaires applicables, ainsi que le respect des règles de l'art (Hypothèses, référentiels, points particuliers...) - S'assurer de l'effectivité du contrôle extérieur et des suites données à ce dernier 	- Avis technique thématique	Avis thématique courant (prix 103)
Ouvrage d'art	<ul style="list-style-type: none"> - Vérifier l'évaluation des impacts du projet sur l'ouvrage d'art - Identifier les données à communiquer pour permettre la conduite des études de projets - Prescrire les études et vérifications à conduire au titre des études de conception, en rappelant les référentiels techniques et réglementaires applicables et en proposant, au besoin, les hypothèses à prendre en compte pour garantir la pérennité des ouvrages - Vérifier la bonne prise en compte des enjeux de durabilité, des modalités d'accès pour les opérations de surveillance et d'entretien - Vérifier la bonne prise en compte de l'impact du projet vis-à-vis des itinéraires de transport exceptionnels - Identifier les opportunités offertes par le projet dans le cadre des activités de maintenance patrimoniale exercées par la DiRIF 	- Avis technique spécialisé en ouvrage d'art	<p>Avis spécialisé ouvrage d'art - Projet SANS impact structurel sur l'ouvrage (prix 106)</p> <p>Avis spécialisé ouvrage d'art - Projet AVEC impact structurel sur l'ouvrage (prix 107)</p>
Exploitation	<ul style="list-style-type: none"> - Vérifier l'absence de perturbation de l'aménagement sur l'exploitation des voies ; - Apprécier la faisabilité du phasage et du ou des modes d'exploitation sous chantier envisagés - Identifier les impacts le cas échéant 	- Avis technique thématique	Avis thématique simple (prix 102)
Entretien	- Vérifier que les dispositions envisagées n'engendrent pas de charge d'entretien pour la DiRIF et sont compatibles avec ses différentes politiques d'entretien	- Avis technique thématique	Avis thématique simple (prix 102)
Foncier / Domanialité	- Vérifier la bonne identification des impacts du projet en termes de domanialité, et de la pertinence des principes de domanialité à terme envisagés	- Avis technique thématique	Avis thématique simple (prix 102)
Geotechnique	<ul style="list-style-type: none"> - Vérifier, selon le niveau de détail proposé, l'identification et la prise en compte des référentiels techniques et réglementaires applicables, ainsi que le respect des règles de l'art (Hypothèses, référentiels, points particuliers...) - Vérifier la programmation des missions attendues à chaque stade de l'opération 	- Avis technique thématique	Avis thématique complexe (prix 104)
Tunnels et équipements dynamiques	- Vérifier, selon le niveau de détail proposé, l'identification et la prise en compte des référentiels techniques et réglementaires applicables, ainsi que le respect des règles de l'art (Hypothèses, référentiels, points particuliers...)	- Avis technique thématique	Avis thématique complexe (prix 104)

Chaussées	<ul style="list-style-type: none"> - Vérifier, selon le niveau de détail proposé, l'identification et la prise en compte des référentiels techniques et réglementaires en vigueur, ainsi que le respect des règles de l'art (Hypothèse de dimensionnement, référentiels, points particuliers...). Une attention particulière sera apportée à la prise en compte des cycles d'entretien ultérieurs et de leurs fréquences. - Rappeler les exigences de la DiRIF en matière de réception des chaussées, notamment en termes d'adhérence et d'uni. 	- Avis technique thématique	Avis thématique courant (Prix 103)
Energies, réseaux et fluides	<ul style="list-style-type: none"> - Vérifier, selon le niveau de détail proposé : * l'identification de l'impact sur les réseaux existant et l'analyse de ces impacts, * l'identification et la prise en compte des interfaces avec les gestionnaires de réseaux, des référentiels techniques et réglementaires applicables, ainsi que le respect des règles de l'art (Hypothèses, référentiels, points particuliers...) 	- Avis technique thématique	Avis thématique courant (prix 103)
Aménagement paysager / environnement	<ul style="list-style-type: none"> - Vérifier que les dispositions envisagées n'engendrent pas de charge d'entretien pour la DiRIF et proposer les recommandations et prescriptions afférentes. - Vérifier l'identification des éventuels enjeux environnementaux 	- Avis technique thématique	Avis thématique simple (Prix 102)
Pilotage administratif	<ul style="list-style-type: none"> - Vérifier l'identification de l'ensemble des procédures nécessaires à la réalisation du projet - Rappeler le process DiRIF applicable à l'instruction du projet 	- Avis technique thématique	Avis thématique simple (prix 102)
Synthèse	<ul style="list-style-type: none"> - Proposer une synthèse de l'ensemble des avis thématiques - Formuler les observations et dispositions permettant à la DiRIF d'assurer le maintien et le bon exercice de ses droits en qualité de propriétaire/gestionnaire de l'ouvrage impacté 	- Avis de synthèse	Avis de synthèse (prix 105)

Ces avis, identifient, au tant que de besoin, les éventuelles informations complémentaires à la bonne compréhension du projet, ainsi que les approfondissements qui seront éventuellement nécessaire pour garantir sa faisabilité et son acceptabilité. Ils s'appuient à cet effet sur les documents *Annexe 1 - Guide à l'intention des Moa tiers* et *Annexe 2 - Composition du dossier d'opportunité* du présent marché.

L'objectif des prestations est de permettre à la DiRIF de formuler, à l'issue de l'analyse, une décision d'opportunité accompagnée des réserves, de recommandations ou de prescriptions à prendre en compte dans la suite des études de projet, tout en s'assurant de sa capacité à maintenir et exercer ses droits en qualité de propriétaire/gestionnaire de l'ouvrage impacté.

3.3 Assistance dans la phase de Conventionnement

3.3.1 Objectifs de la DiRIF dans la phase de conventionnement des projets portés par des MOA tiers

Au stade de la phase de conventionnement, la DiRIF a pour objectif d'encadrer les modalités d'exécution de la Maîtrise d'ouvrage, préalablement à l'instruction des études de projet.

Il s'agit pour la DiRIF de conventionner :

- D'une part, les modalités d'exercice de la Maîtrise d'ouvrage portée par le tiers (Délégation de Maîtrise d'Ouvrage d'un aménagement impact le Réseau Routier National non concédé)
- D'autre part, les modalités d'entretien et de gestion de l'ouvrage à terme

En outre, **chaque ouvrage d'art fait de plus l'objet d'une convention spécifique** d'entretien et de gestion.

L'ensemble de ces conventions doit impérativement être conclues avant le début des travaux.

3.3.2 Contenu attendu de la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage

La convention de délégation de maîtrise d'ouvrage est généralement conclue entre l'État (DiRIF) et la maîtrise d'ouvrage tiers en application de l'article 2 de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985, modifiée par l'ordonnance n° 2004-566 du 17 juin 2004, relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'oeuvre privée.

Elle est établie sur la base d'un modèle validé par la DGITM (Cf. *Annexe 3 - Convention-type de transfert de maîtrise d'ouvrage produite par la DGITM*).

La convention de délégation de maîtrise d'ouvrage a notamment pour objet de définir :

- **Les modalités de réalisation de la maîtrise d'ouvrage et obligations administratives** : La convention acte que le demandeur a toutes compétences requises pour assurer la maîtrise d'ouvrage du projet en matière d'obligation administrative. Il se doit d'informer la DiRIF de toutes les décisions qui impactent le projet sur le RRN ;
- **Le programme fonctionnel et technique de l'opération** : Au stade de la convention, il s'agit uniquement de fixer les grands principes du programme technique et fonctionnel de l'opération. Le programme détaillé pourra faire l'objet d'une validation ultérieure. Selon l'importance du projet, la convention peut comporter le cas échéant, une clause permettant de gérer les modifications substantielles que l'une ou l'autre partie souhaiterait apporter au projet ;
- **Les normes, les référentiels techniques et règles de l'art à mettre en œuvre** : Il s'agit de fixer, en lien avec le programme, les normes, les référentiels techniques et les règles de l'art qui seront appliqués au projet) ;
- **La nature des études à mener et les conditions de leur instruction et validation par les services de l'État** : La convention précise, en fonction de l'importance du projet et des enjeux qui s'attachent à sa réalisation, le contenu des études à mener en s'appuyant sur les dispositions prévues par l'instruction du gouvernement du 29 avril 2014 fixant les modalités d'élaboration des opérations d'investissement et de gestion sur le réseau routier national, y compris via l'audit de sécurité routière conformément à la circulaire du 13 avril 2012, si celui-ci a été retenu en phase opportunité,
- **Les conditions de gestion d'entretien et d'exploitation pendant et à l'achèvement des travaux et de mise en service des aménagements**. (La gestion d'entretien et d'exploitation ultérieurs font usuellement l'objet d'une ou plusieurs conventions ultérieures à part définies au paragraphe « Contenu attendu de la convention d'entretien et d'exploitation ») ;
- **Les conditions et modalités financement** : La convention précise les conditions de prise en charge des coûts d'études, de procédures, d'acquisitions foncières, de travaux, d'entretien et d'exploitation ;

- **Les limites de domanialités** : En association avec les futurs exploitants, la convention précise la répartition des domanialités partagées entre l'État et les collectivités concernées par le foncier, les ouvrages et les délaissés, après remise de l'ouvrage aux services de l'État.
- **Les conditions d'exploitations sous chantier, de contrôle du chantier et de remise d'ouvrage** à la DiRIF : la convention précise les contraintes d'exploitation à respecter pendant la phase travaux, notamment la réalisation d'un dossier d'exploitation de l'infrastructure sous chantier et un dossier des voiries et réseaux divers à maintenir ou à rétablir. Elle précise également les procédures d'élaboration et de validation du dossier d'exploitation sous chantier. La convention détaille les obligations et prescriptions imposées pendant le chantier à la maîtrise d'ouvrage tiers, et notamment les contrôles réalisés, ou dont les résultats sont attendus, par la DiRIF. La convention définit enfin les conditions de remise de l'ouvrage à la DiRIF.

3.3.3 Contenu attendu de la convention d'entretien et d'exploitation

La convention d'entretien et d'exploitation pour objet de définir les grands principes de partage des tâches d'entretien et d'exploitation relative au futur ouvrage. Elle définit notamment :

- La répartition des rôles, responsabilités et obligations respectives des parties, en fonction de la domanialité, de la propriété et de l'exploitation des ouvrages et réseaux concernés (Si l'avancement des études ne permet pas de convenir précisément des limites de gestion, une convention spécifique devra être signée avant le démarrage des travaux, laquelle devra alors respecter les principes actés dans la convention de maîtrise d'ouvrage) ;
- La description détaillée des ouvrages faisant l'objet du conventionnement. Cette description précisera notamment les caractéristiques géométriques et dimensionnelles des ouvrages, la nature et les performances des équipements installés
- La répartition des tâches d'entretien et d'exploitation du futur ouvrage, par natures et/ou emprises concernées, couvrant de façon exhaustive l'intégralité des éléments constitutifs de l'ouvrage ;
- Les fréquences et niveaux de maintenance, ainsi que les procédures de surveillance et d'intervention ;
- Les conditions d'intervention et d'entretien ultérieures de l'ouvrages ;
- La responsabilité de la gestion des mesures compensatoires et environnementales éventuelles issues des obligations réglementaires ;
- Les conditions de traitement des eaux de surface et des éventuels rejets dans le réseau d'assainissement du RRN ;
- Les conditions de réalisation de l'audit de sécurité s'il a été prescrit par l'IGR à l'issue de la phase d'opportunité et de de l'inspection préalable à la mise en service (IPMS) ;
- Les modalités de gestion des garanties de parfait achèvement, décennale et autres.

3.3.4 Autres conventions

En complément des conventions pré-citées, la DiRIF pourra être amenée à mobiliser le titulaire dans le cadre de l'élaboration :

- De convention de superposition de gestion ou de différenciation ;
- De convention d'occupation domaniale permanente ou temporaire ;
- De convention liée à des passages de réseau ;
- De convention ayant pour objet la réalisation de fresque sur ouvrages ;

Il appartient au titulaire d'adapter et de circonstancier le contenu des conventions qui en découlent aux objectifs poursuivis par ces dernières, avec pour ligne directrice la préservation des droits, intérêts et prérogatives de la DiRIF.

3.3.5 Cas particulier des ouvrages d'art

En complément de la convention d'entretien et d'exploitation désignée ci-avant, chaque ouvrage d'art fait l'objet d'une convention spécifique d'entretien et de gestion, également à conclure impérativement avant le début des travaux.

A l'instar de la convention d'entretien et d'exploitation « générale », elle pour objet de définir les grands principes de partage des tâches d'entretien et d'exploitation relative au futur ouvrage d'art. **Cette dernière est néanmoins complétée par les exigences techniques relatives au futur ouvrage : capacité portante des OA, gabarits, prise en compte des TE, dispositions constructives nécessitant un entretien particulier, etc.**

Les cas suivants, afférents aux ouvrages d'art, rendent par ailleurs nécessaire la conclusion d'une convention spécifique :

- Construction d'ouvrages neufs dont la gestion sera assurée par un tiers (ex : construction d'un PS) : Une convention de superposition entre le tiers et la DiRIF doit alors être établie.
- Construction d'un PI dont la gestion de l'ouvrage peut être affectée au tiers, la DiRIF n'étant que propriétaire (voie portée) : Une convention de gestion et non de superposition entre le tiers et la DiRIF doit alors être établie. Si la gestion ne peut être affectée au tiers, une gestion DiRIF peut être envisagée, moyennant une soulte libératoire à prévoir dans la convention.
- Réaménagement d'un ouvrage existant.

3.3.6 Prestations attendues par la DiRIF dans la phase de conventionnement

Dans le cadre de l'Assistance à la Maîtrise d'ouvrage DiRIF, les prestations à réaliser au titre de l'accompagnement dans la phase de conventionnement correspondent à différents degrés d'accompagnement dans l'élaboration des projets de convention, allant de la proposition de la version initiale à la relecture d'un projet de convention établi en interne ou par le MOA tiers.

Les projets de convention doivent permettre de garantir, à la DiRIF, sa capacité faire exercer ses droits en qualité de propriétaire/gestionnaire de l'ouvrage impacté, et à se prémunir des éventuels dommages sur ce dernier qu'ils soient immédiats ou futurs.

Quelle que soit la nature de la convention sollicitée, les prestations ci-après incluent, au tant que de besoin, la production de l'ensemble des pièces graphiques (plan, schéma, cartes) nécessaires à la bonne compréhension ou à la mise en œuvre de la convention concernée.

Les prestations attendues peuvent prendre les formes suivantes :

Thématique	Prestations	Livrable attendu	Prix BPUF applicable
Convention de délégation de maîtrise d'ouvrage	- Rédaction du projet de convention de délégation de maîtrise d'ouvrage	- Projet de convention initial (y.c. annexes)	Projet de convention de délégation de maîtrise d'ouvrage (prix 201)
	- Avis initial sur projet de convention de délégation de maîtrise d'ouvrage (Complétude, pertinence, viabilité technique, réglementaire et juridique, proposition de complément et de correction...)	- Proposition de convention amendée avec justification des amendements proposés	Avis initial sur projet de convention de délégation de maîtrise d'ouvrage (prix 202)
	- Avis successifs sur projet de convention de délégation de maîtrise d'ouvrage (Avis sur les modifications et/ou compléments proposés, proposition de complément et de correction...) - indépendamment du nombre d'itération -	- Proposition de convention amendée avec justification des amendements proposés	Avis sur modifications à un projet de convention de délégation de maîtrise d'ouvrage (prix 203)
Convention d'entretien et d'exploitation / Convention d'entretien et d'exploitation d'ouvrage d'art / Convention de superposition de gestion ou de différenciation	- Rédaction du projet de convention d'entretien et d'exploitation / de superposition de gestion	- Projet de convention initial (y.c. annexes)	Projet de convention de d'entretien et d'exploitation / de superposition de gestion (prix 204)
	- Avis initial sur projet de convention d'entretien et d'exploitation (Complétude, pertinence, viabilité technique, réglementaire et juridique, proposition de complément et de correction...)	- Proposition de convention amendée avec justification des amendements proposés	Avis initial sur projet de convention d'entretien et d'exploitation / de superposition de gestion (prix 205)
	- Avis successifs sur projet de convention d'entretien et d'exploitation (Avis sur les modifications et/ou compléments proposés, proposition de complément et de correction...)	- Proposition de convention amendée avec justification des amendements proposés	Avis sur modifications à un projet de convention d'entretien et d'exploitation / (prix 206)
Autres conventions (Convention d'occupation domaniale permanente ou temporaire ;	- Rédaction du projet de convention d'occupation domaniale permanente ou temporaire / de convention liée à des passages de réseau /de convention ayant pour objet la réalisation de fresque sur ouvrage	- Projet de convention initial (y.c. annexes)	Projet de convention « autres » (prix 207)

Convention liée à des passages de réseau ; convention ayant pour objet la réalisation de fresque sur ouvrages...)	- Avis initial et successifs sur projet de convention d'occupation domaniale permanente ou temporaire / de convention liée à des passages de réseau /de convention ayant pour objet la réalisation de fresque sur ouvrage	- Proposition de convention amendée avec justification des amendements proposés	Avis sur projet de convention « autres » (prix 208)
--	---	---	---

3.4 Assistance en phase d'instruction des études préalables et/ou des études de conception

3.4.1 Objectifs de la DiRIF en phase d'instruction des études préalables et/ou des études de conception

L'instruction des études des préalables et de études de conception doivent permettre à la DiRIF de s'assurer de la conformité de la conception technique aux instructions en vigueur, aux règles de l'art, et de répondre aux exigences des différentes étapes fixées par les procédures réglementaires en vigueur.

L'instruction se déroule en une ou plusieurs étapes selon la complexité de l'opération et chaque stade d'études déposé (études préalables à la DUP, AVP, PRO...) se traduit pour le MOA tiers par un avis de la DiRIF avant approbation de la phase d'étude concernée par le projet tiers.

En phase d'étude préalable, il s'agit notamment de vérifier que les exigences programmatiques de la DiRIF sont intégrées par le tiers dans son projet, afin que l'opération prenne bien compte les exigences techniques et fonctionnelles du patrimoine de la DiRIF. La phase AVP est optionnelle et est considérée comme une modalité technique de préparation des études de conception détaillée (PRO), qui ne fait pas l'objet d'une instruction à part entière.

Le contenu du dossier des études préalables et/ou du dossier PRO doit comprendre l'ensemble des items attendus de l'instruction technique du 29 avril 2014 fixant les modalités d'élaboration des opérations d'investissement et de gestion sur le réseau routier national.

Une attention particulière sera portée sur les points suivants :

- Dans le cas où un audit de sécurité a été prescrit au cours de la phase d'opportunité, l'instruction par la DiRIF s'articule avec les audits de sécurité (dont le démarrage intervient au stade des études préalables) aux différentes phases du projet ;
- Il appartient au MOA tiers de produire les avis du des contrôles extérieurs portant sur les thématiques géométrie, trafic, équipements, signalisation et ouvrages d'art (comme lors de la demande d'opportunité) sur la base desquels s'appuie l'instruction de la DiRIF. Les dispositions prises sont notamment détaillées dans un sous-dossier « Qualité », qui définit le plan qualité opération, rappelle l'ensemble des contrôles réalisés ainsi que les suites données
- L'importance de maîtriser la réalisation du chantier sous circulation justifie d'exiger du tiers un pré-DESC, détaillant les modalités d'exploitation proposées par phase de chantier, dès la phase d'étude préalable. Un dossier DESC étant attendu au stade des études de conception ;
- La DiRIF de devra pas hériter d'engagements type mesures compensatoires environnementales générant des dépenses futures, si la convention de maîtrise d'ouvrage a exclu toute participation financière de l'État ;

Des réunions techniques bilatérales entre un (ou des) expert(s) spécialisé(s) de la DiRIF (accompagné le cas échéant par le titulaire du présent marché) et le MOA tiers sont organisées si nécessaire.

Pour mémoire, il appartient au MOA tiers, en sa qualité de maître d'ouvrage, de procéder à la validation formelle de ses études préalables ou de ses études de conception, après avoir reçu l'avis de synthèse de la DiRIF sur la phase considérée.

3.4.2 Cas particulier des ouvrages d'art

Dans le cas de projet prévoyant ou impactant des ouvrages d'art, le dossier devra, dès la phase d'études préalables, présenter le niveau d'une Étude Préable Ouvrage d'Art (EPOA) – cas des ouvrages neufs – ou d'un Avant-Projet de Rénovation d'Ouvrage d'Art (APROA) – Cas des ouvrages existants –.

Le contenu de ces dossiers sera conforme :

- Pour les dossiers d'EPOA : A l'instruction technique du 29 avril 2014 fixant les modalités d'élaboration des opérations d'investissement et de gestion sur le réseau routier national
- Pour les dossiers d'APROA : Au fascicule 5 de l'Instruction Technique pour la Surveillance et l'Entretien des Ouvrages d'art (ITSEOA)

L'analyse des études préalables et/ou études de conception portant sur des ouvrages d'art, intègre la vérification approfondie du mémoire technique et notamment des notes de calculs et de justifications, encore plus lors qu'il s'agit d'un ouvrage existant. Les vérifications à conduite peuvent notamment induire la nécessité de procéder au recalcul de tout ou partie de l'ouvrage, de telle sorte à ce que les prescriptions requises puissent être formulées.

Au-delà des projets portés par les maîtres d'ouvrage tiers, les vérifications à conduire sur les ouvrages d'art pourront également consister en l'accompagnement de l'instruction de demande de passage de transport exceptionnel sur des ouvrages d'art. La prestation attendue consistera en une Vérification calculatoire formalisée du dimensionnement de l'ouvrage vis-a-vis du passage du transport exceptionnel concerné, dans l'objectif d'en vérifier l'acceptabilité et de définir les conditions de passage éventuelles associées. Cette prestation fait l'objet d'un prix spécifique (prix 109).

3.4.3 Prestations attendues par la DiRIF dans la phase d'instruction des études préalables et/ou des études de conception

Dans le cadre de l'Assistance à la Maîtrise d'ouvrage DiRIF, les prestations à réaliser au titre de l'accompagnement dans l'instruction des études préalables et/ou des études de conception peuvent notamment consister en :

Thématique	Prestations	Livrable attendu	Prix BPUF applicable
Appropriation, conformité et complétude / Maîtrise de la qualité	<ul style="list-style-type: none"> - Procéder à l'appropriation du projet soumis - Identifier les thématiques sur lesquelles la formulation d'un avis est nécessaire au regard de la nature et du périmètre du projet soumis - Procéder à la vérification de la conformité et la complétude du dossier d'étude préalable ou dossier projet - Vérifier la bonne mise en œuvre des dispositions afférentes à la maîtrise de la qualité (identifications des intervenant, processus et procédures, effectivité du contrôle intérieure et extérieure, suivi des observations et réponse...) - Avis sur la faisabilité du projet au regard du calendrier et des délais envisagés (y.c. phasage) 	<ul style="list-style-type: none"> - Fiche de synthèse / d'identité du projet - Avis portant sur la recevabilité du dossier et l'identification des avis thématiques à prévoir 	Avis de recevabilité et de cadrage (prix 101)
Trafic (à terme)	<ul style="list-style-type: none"> - Vérifier la conformité aux données de la phase d'études d'opportunités 	<ul style="list-style-type: none"> - Avis technique thématique 	Avis simple (Prix 101)
Trafic (En phase travaux)	<ul style="list-style-type: none"> - Vérifier la conformité aux données de la phase d'études d'opportunités - vérifier les interactions possibles qui permettent d'améliorer l'écoulement du trafic (déviations, réglage des feux, transfert de flux, ...). 	<ul style="list-style-type: none"> - Avis technique thématique 	Avis thématique courant (prix 103)
Signalisation directionnelle	<ul style="list-style-type: none"> - Vérifier la prise en compte des référentiels techniques, administratifs et réglementaires en vigueur - Vérifier la conformité les dispositions prévues par les projets de définition de signalisation et leur conformité aux schéma directeurs en vigueur 	<ul style="list-style-type: none"> - Avis technique thématique 	Avis thématique complexe (Prix 104)
Equipements de la routes courants (Dispositifs de retenue, signalisation horizontale, signalisation de police)	<ul style="list-style-type: none"> - Vérifier la prise en compte des référentiels techniques et réglementaires en vigueur, ainsi que le respect des règles de l'art, pour les différentes familles d'équipements de la route (Référentiel applicables, niveau de performance exigées, points particuliers...) 	<ul style="list-style-type: none"> - Avis technique thématique 	Avis thématique courant (Prix 103)
Equipements de la route spécifiques (SLT, PPHM, écran acoustiques)	<ul style="list-style-type: none"> - Vérifier la prise en compte des référentiels techniques et réglementaires en vigueur, ainsi que le respect des règles de l'art, pour les différentes familles d'équipements de la route (Référentiel applicables, niveau de performance exigées, points particuliers...) 	<ul style="list-style-type: none"> - Avis technique thématique 	Avis thématique complexe (Prix 104)

Assainissement (et gestion de l'Eau)	<ul style="list-style-type: none"> - Vérifier la prise en compte des référentiels techniques et réglementaires en vigueur, ainsi que le respect des règles de l'art (Hypothèse de dimensionnement, référentiels, points particuliers, rejets, protection de la ressource en eau...) Une attention particulière sera portée à la vérification des dimensionnements des réseaux et bassins, l'étanchéité des ouvrages, et des performances attendues en matière de traitement de la pollution chronique et de la régulation des débits - Définir ou vérifier la prise en compte des conditions d'acceptabilité 	- Avis technique thématique	Avis thématique complexe (Prix 103)
Géométrie	<ul style="list-style-type: none"> - Vérifier la prise en compte des référentiels techniques et réglementaires applicables, ainsi que le respect des règles de l'art (Hypothèses, référentiels, règles de visibilité, points particuliers...) - S'assurer de l'effectivité du contrôle extérieur et des suites données à ce dernier Une attention particulière sera portée à l'adéquation des profils en travers vis-à-vis du profil en long, les distances de visibilité et d'arrêt en tous points, les potentiels masques pouvant être identifiés, et tout autres points visant sur la sécurité des usagers (y compris pour les modes doux et pour l'exploitation de l'infrastructure). 	- Avis technique thématique	Avis thématique complexe (Prix 104)
Ouvrage d'art	<ul style="list-style-type: none"> - Vérifier la prise en compte des référentiels techniques et réglementaires applicables, ainsi que le respect des règles de l'art (Hypothèses, référentiels, points particuliers...) - Identifier les éventuels compléments d'études qui seraient nécessaires - Vérifier la pertinence des mesures de suivi et d'instrumentation des ouvrages envisagés 	- Avis technique spécialisé en ouvrage d'art	Avis spécialisé ouvrage d'art - Projet SANS impact structurel sur l'ouvrage (prix 106) Avis spécialisé ouvrage d'art - Projet AVEC impact structurel sur l'ouvrage (prix 107)
	- Procéder à une vérification calculatoire formalisée du dimensionnement de l'ouvrage vis-a-vis du projet envisagé et en déduire les prescriptions techniques conditionnant la faisabilité du projet et qui seront à respecter par le MOA Tiers	- Note de calcul d'ouvrage d'art complétée par un avis de synthèse	Vérification calculatoire du dimensionnement d'un ouvrage d'art (Prix 108)
	- Procéder à une vérification calculatoire formalisée du dimensionnement de l'ouvrage vis-a-vis de l'acceptation du passage du transport exceptionnel concerné et définir les conditions de passage éventuelles	- Note de calcul d'ouvrage d'art complétée par un avis de synthèse	Vérification calculatoire du passage d'un transport exceptionnel (Prix 109)

Exploitation sous chantier	<ul style="list-style-type: none"> - Vérifier la pertinence et la faisabilité du phasage envisagé - Vérifier l'admissibilité des impacts éventuels en phase travaux au regard des études de trafic et leur conformité aux études d'opportunité - Vérifier la conformité du DESC aux référentiels techniques et réglementaires applicables - vérifier les potentiels masques pouvant être identifiés, qui peuvent influencer sur l'exploitation et la sécurité des intervenants. 	- Avis technique thématique	Avis thématique courant (Prix 103)
Entretien	<ul style="list-style-type: none"> - Vérifier que les dispositions envisagées n'engendrent pas de charge d'entretien pour la DiRIF et sont compatibles avec ses différentes politiques d'entretien - vérifier les potentiels masques pouvant être identifiés, qui peuvent influencer sur l'entretien et la sécurité des intervenants. 	- Avis technique thématique	Avis thématique simple (Prix 102)
Foncier / Domanialité	<ul style="list-style-type: none"> - Vérifier la bonne prise en compte des principes de domanialité définis par les conventions 	- Avis technique thématique	Avis thématique simple (Prix 102)
Geotechnique	<ul style="list-style-type: none"> - Vérifier la prise en compte des référentiels techniques et réglementaires applicables, ainsi que le respect des règles de l'art (Hypothèses, référentiels, points particuliers...) - vérifier si les études attendues à chaque stade ont été réalisées et analyser la pertinence des résultats de celles-ci. 	- Avis technique thématique	Avis thématique complexe (Prix 104)
Tunnels et équipements dynamiques	<ul style="list-style-type: none"> - Vérifier la prise en compte des référentiels techniques et réglementaires applicables, ainsi que le respect des règles de l'art (Hypothèses, référentiels, points particuliers...) 	- Avis technique thématique	Avis thématique complexe (Prix 104)
Chaussées	<ul style="list-style-type: none"> - Vérifier la prise en compte des référentiels techniques et réglementaires en vigueur, ainsi que le respect des règles de l'art (Hypothèse de dimensionnement, référentiels, points particuliers...). Une attention particulière sera apportée à la prise en compte des cycles d'entretien ultérieurs et de leurs fréquences. - Rappeler les exigences de la DiRIF en matière de réception des chaussées, notamment en termes d'adhérence et d'uni. 	- Avis technique thématique	Avis thématique courant (Prix 102)
Energies, réseaux et fluides	<ul style="list-style-type: none"> - Vérifier l'identification des réseaux existant et l'analyse de l'impact sur ces réseaux - Vérifier l'identification et la prise en compte des interfaces avec les gestionnaires de réseaux, des référentiels techniques et réglementaires applicables, ainsi que le respect des règles de l'art (Hypothèses, référentiels, points particuliers...) 	- Avis technique thématique	Avis thématique courant (prix 103)

Aménagement paysager / environnement	<ul style="list-style-type: none"> - Vérifier la conformité des dispositions envisagées aux exigences de la DiRIF (limitation de la charge d'entretien, réduction et limitation de l'artificialisation des sols, traitement et lutte contre les espèces exotiques envahissantes...) et proposer les recommandations et prescriptions afférentes ; - vérifier les potentiels masques pouvant être identifiés au fil du temps, qui peuvent avoir une influence sur la sécurité des usagers et des intervenants. 	- Avis technique thématique	Avis thématique simple (Prix 101)
Synthèse	<ul style="list-style-type: none"> - Proposer une synthèse de l'ensemble des avis thématiques - Formuler les observations et dispositions permettant à la DiRIF d'assurer le maintien et le bon exercice de ses droits en qualité de propriétaire/gestionnaire de l'ouvrage impacté 	- Avis de synthèse	Avis de synthèse (Prix 105)

L'instruction du dossier, quelle que soit la phase concernée, se traduit par un avis global de la DiRIF identifiant, au tant que de besoin, les éventuelles informations complémentaires à la bonne compréhension du projet, ainsi que les approfondissements à prendre en compte dans la suite des études ou avant le commencement des travaux.

Les vérifications et analyse à conduire s'appuient essentiellement sur les avis de contrôle extérieur du projet produits par le MOA tiers. **Elles intègrent systématiquement la vérification de la prise en compte des observations précédemment formulées par la DiRIF dans le cadre des précédents avis.**

L'objectif des prestations est de permettre à la DiRIF de formuler, à l'issue de l'analyse, un avis accompagné des réserves, de recommandations ou de prescriptions à prendre en compte dans la suite des études ou avant le commencement des travaux, en s'assurant de sa capacité à maintenir et exercer ses droits en qualité de propriétaire/gestionnaire de l'ouvrage impacté.

3.5 Assistance en phase de préparation et de réalisation des travaux

3.5.1 Objectifs de la DiRIF en phase de préparation et de réalisation des travaux

En phase de préparation et de réalisation des travaux, la DiRIF a pour principal objectif de vérifier que les obligations et prescriptions imposées dans la convention de Maîtrise d'Ouvrage pour la phase « réalisation des travaux » sont bien respectées.

A ce titre, la DiRIF est amenée à prendre connaissance ou vérifier les pièces suivantes :

- Le Plan Qualité Opération (PQO), établit selon le sommaire préconisé par le *Guide à l'intention des Moa tiers*. Il s'agit notamment pour la DiRIF de vérifier :
 - les modalités d'approbation des dossiers ;
 - les modalités de gestion du PQO ;
 - les modalités de gestion des non-conformités ;
 - La pertinence et la conformité du plan de contrôle extérieur, en particulier que les contrôles relatifs à l'adhérence et à l'uni des chaussées le sont dans le respect des dispositions prévues par les notes techniques afférentes de 2015.
- Le DESC, établit selon le contenu définit par le *Guide à l'intention des Moa tiers*. Il s'agit pour la DiRIF de s'assurer que l'impact sur l'écoulement du trafic a correctement été apprécié, et

le cas échéant évité ou réduit par la conception du balisage, du phasage du chantier, mais encore par des mesures de gestion du trafic et d'information.

Outre la capacité de la DiRIF à pouvoir s'assurer de la bonne conduite de l'opération et de la qualité finale des ouvrages, **la DiRIF poursuit également l'objectif de prévenir ou d'être en mesure d'agir en cas de dégradations causées à ses ouvrages, quelles qu'elles soient.**

Cette démarche de prévention implique la conduite de démarche de constat, voire de référé préventif pour certains ouvrages ou parties d'ouvrages, ayant pour objet de constater leur état préalablement au démarrage des travaux par le MOA tiers. Ces actions peuvent également être déclenchées ou renouvelées en cours d'exécution en cas d'apparition de désordres ou de dégradation. Le cas échéant, le titulaire aura pour mission d'accompagner la DiRIF dans la mise en œuvre des mesures conservatoires, qu'elles soient techniques ou administratives.

3.5.2 Cas particuliers des ouvrages d'art

Pour le cas particulier des ouvrages d'Art :

- Les fiches de non-conformité devront impérativement être transmises au Département Ouvrage d'Art de la DiRIF. Le titulaire pourra ainsi être amené à formuler un avis technique sur les fiches de non-conformités transmises et les modalités de traitement proposées ;
- La vérification du plan de contrôle extérieur vérifie la complétude du programme des études d'exécution et la pertinence du plan de contrôle spécifique aux ouvrages d'art ;
- Le bon ordonnancement du processus d'inspection initiale, d'épreuve de chargement et de réalisation des Opérations Préalables à la Réception. La DiRIF attend que l'Inspection détaillée initiale (IDI) soit idéalement conduite après l'épreuve de chargement et avant les Opérations Préalables à la Réception (OPR), afin que le MOA tiers puisse de faire reprendre les malfaçons et désordres éventuels avant de procéder à la réception de l'ouvrage

3.5.3 Prestations attendues par la DiRIF dans les phases de préparation et de réalisation des travaux par le MOA Tiers

Dans le cadre de l'Assistance à la Maîtrise d'ouvrage DiRIF, les prestations à réaliser au titre de l'accompagnement dans les phases de préparation et de réalisation des travaux par le MOA Tiers peuvent notamment consister en :

Thématique	Prestations	Livrable attendu	Prix BPUF applicable
Préparation des travaux	- Avis sur conformité et la pertinence du PQO, y.c. plan de contrôle extérieur	- Avis technique	Avis simple (Prix 101)
	- Avis sur dossier d'exploitation sous chantier, y.c. impact sur l'écoulement du trafic et phasage envisagé	- Avis technique	Avis technique courant (Prix 103)
	- Constatations de l'état des ouvrages préalablement au démarrage des travaux par une personne assermentée	- Constat d'huissier	Etablissement d'un constat par un agent assermenté (Prix 301)
	- Initiation d'un référé préventif par la préparation de l'assignation, y compris les éléments de motivation en fait et en droit détaillés, et accompagnement méthodologique dans la mise en oeuvre	- Proposition d'assignation en assignation en référé et note méthodologique de mise en oeuvre et participation au référé	Mise en oeuvre d'un référé préventif (Prix 302)
	- Représentation des intérêts de la DiRIF dans le cadre d'un référé préventif	- Participation au référé préventif	Participation à un référé préventif (Prix 304)
Suivi de l'exécution des travaux	- Avis sur document d'exécution	- Avis technique	Avis technique simple (Prix 102)
	- Avis sur fiche de non-conformité et mesure corrective envisagée	- Avis technique	Avis technique simple (Prix 102)
	- Constatations de l'état des ouvrages à l'avancement des travaux par une personne assermentée	- Constat d'huissier	Etablissement d'un constat par un agent assermenté (Prix 301)
	- Accompagnement en cas de sinistre sur des ouvrages DiRIF dans le cadre d'une opération ayant fait l'objet d'un référé préventif, y compris propositions de mesures conservatoires et/ou suspensives	- Dossier de déclaration de sinistre et accompagnement méthodologique	Accompagnement en cas de sinistre couvert par un référé préventif (Prix 304)
	- Accompagnement en cas de sinistre sur des ouvrages DiRIF dans le cadre d'une opération n'ayant pas fait l'objet d'un référé préventif, y compris propositions de mesures conservatoires et/ou suspensives	- Note d'analyse juridique et proposition d'actions	Accompagnement en cas de sinistre non couvert par un référé préventif (Prix 305)

3.6 Assistance en phase de mise en service et de remise de l'ouvrage

3.6.1 Objectifs de la DiRIF en phase de mise en service et de remise de l'ouvrage

3.6.1.1 Mise en service

La mise en service de l'ouvrage obéit à un process défini par *l'instruction technique du 29 avril 2014 fixant les modalités d'élaboration des opérations d'investissement et de gestion sur le réseau routier national*, se traduisant notamment par la mise en œuvre d'une Inspection Préalable à la Mise en service (IPMS), s'appuyant sur un audit de sécurité.

Le contenu du dossier d'IPMS est défini par l'instruction pré-citée. Il s'agit en premier lieu pour la DiRIF, de vérifier la complétude et la conformité du dossier d'IPMS produit par le MOA tiers.

Suite à l'audit de sécurité, il appartient au MOA tiers d'argumenter techniquement les choix, écarts et mesures correctives, de distinguer les réserves à lever avant la mise en service et celle pouvant bénéficier d'un délai, et de présenter ses conclusions au cours de l'IPMS. A la suite de l'IPMS, il appartient au MOA Tiers de produire un rapport détaillant les mesures et les engagements pris en réaction du rapport d'IPMS et des demandes de finition de l'exploitant, ce dernier devant démontrer in fine le traitement de l'ensemble des observations émises.

3.6.1.2 Remise de l'ouvrage

La remise de l'ouvrage par le MOA Tiers à l'exploitant DiRIF se clôt de manière formelle par un procès-verbal de remise à l'exploitant.

Le *Guide à l'intention des Moa tiers (Annexe 5 - Composition du dossier de remise des ouvrages)* définit les documents constituant le dossier de remise à l'exploitant. Ces documents incluent notamment :

- Les dossiers des ouvrages exécutés, comprenant notamment l'ensemble des contrôles effectués ;
- Les moyens de faire appel, plus tard, au besoin, à la garantie décennale et à la garantie de parfait achèvement de l'ouvrage ;
- Un dossier juridique et administratif reprenant les différents des décrets, décisions et arrêtés officiels afférents à l'opération
- Un dossier foncier figurant les différentes domanialités, conventions, PV de remises, etc...
- Un dossier relatif aux engagements du tiers (mesures spécifiques éventuelles, suivi à assurer et prescriptions inscrites dans les arrêtés)
- Données nécessaires pour les mises à jour des bases de données patrimoniales de la DiRIF, selon les formats exigés.

Il s'agit pour la DiRIF de vérifier la complétude et la conformité du dossier d'ouvrage remis, afin de garantir la traçabilité, la disponibilité et la pérennité des informations nécessaire à la gestion du Réseau Routier National.

Dans le cas particulier de la remise d'ouvrage d'art, il sera notamment vérifié la conformité du dossier de remise d'ouvrage aux dispositions du fascicule 2 de l'Instruction Technique pour la Surveillance et l'Entretien des Ouvrages d'Art (ITSEOA).

3.6.2 Prestations attendues par la DiRIF en phase de mise en service et de remise de l'ouvrage

Dans le cadre de l'Assistance à la Maîtrise d'ouvrage DiRIF, les prestations d'accompagnement à réaliser dans le cadre de la mise en service et de la remise de l'ouvrage peuvent notamment consister en :

Thématique	Prestations	Livrable attendu	Prix BPUF applicable
Mise en service et remise de l'ouvrage	- Procéder à la vérification de la conformité et la complétude du dossier d'IPMS	- Avis technique	Avis technique simple (prix 102)
	- Participer à une IPMS et analyser des propositions du tiers pour le traitement des observations issues de l'audit de sécurité	- Compte-rendu de réunion	Visite d'ouvrage (prix 306)
	- Vérifier la mise en œuvre des engagements pris aux fins du traitement des observations issues du rapport d'IPMS	- Rapport de visite	Visite d'ouvrage (Prix 306)
	- Participer à une visite de l'ouvrage préalable à la remise à l'exploitation visant à identifier des éventuelles réserves et observations sur l'aménagement réalisé quel qu'elles soient	- Rapport de visite	Visite d'ouvrage (Prix 306)
	- Vérifier la complétude du dossier de remise d'ouvrage et sa conformité aux exigences de la DiRIF	- Avis technique	Avis technique simple (Prix 102)

3.7 Assistance en phase d'exploitation de l'ouvrage

3.7.1 Besoins potentiels de la DiRIF en phase d'exploitation de l'ouvrage

3.7.1.1 Bilan d'exploitation à 6 mois

A la suite de la remise de l'ouvrage et dans le cadre de son exploitation, la DiRIF met en place une surveillance de l'aménagement durant une période de 6 mois après la mise en service, visant à vérifier :

- L'absence de comportements anormaux des usagers (vitesse, compréhension de la signalisation, manoeuvres inadaptées, cheminements piétons non prévus,...)
- L'absence de signes précurseurs d'une accidentologie corporelle potentielle (verre brisé, traces de freinage, accidents matériels,...)
- Les circonstances, l'analyse des accidents corporels susceptibles d'être intervenus.

Cette surveillance est formalisée par un bilan, complété au besoin par l'organisation d'un audit de début d'exploitation.

3.7.1.2 Apparition de dommage et activation des garanties

Outre la surveillance de l'aménagement du point de vue de la sécurité de l'infrastructure, la DiRIF s'assure également de l'absence d'apparition de dommage sur les ouvrages réalisés ou impactés dans l'objectif de mobiliser les garanties applicables (Garantie de Parfait Achèvement [GPA], Garantie décennale, ou toute autre garantie contractuelle).

3.7.2 Prestations attendues par la DiRIF en phase d'exploitation de l'ouvrage

Dans le cadre de l'Assistance à la Maîtrise d'ouvrage DiRIF, les prestations d'accompagnement à réaliser postérieurement à la remise de l'ouvrage peuvent notamment consister en :

Thématique	Prestations	Livrable attendu	Prix BPUF applicable
Vie de l'ouvrage	- Rédaction du bilan d'exploitation à 6 mois sur la base des données d'entrées et informations remises par la DiRIF (Mise en forme et l'analyse des données transmises) prenant en compte les points de vigilances éventuellement demandés lors de l'IPMS.	- Rapport / Bilan d'exploitation à 6 mois	Bilan d'exploitation à 6 mois (prix 307)
	- Constatations d'évènements ou de dégradations survenues sur l'ouvrage par une personne assermentée	- Constat d'huissier	Etablissement d'un constat par un agent assermenté (prix 301)
	- Participation à une visite d'ouvrage visant à vérifier l'absence ou à constater les dommages sur un ouvrage ou partie d'ouvrage	- Rapport de visite	Visite d'ouvrage (prix 306)
	- Accompagnement dans l'activation d'une garantie (GPA, Garantie contractuelle, Garantie Décennale...) en cas d'apparition de dommage sur l'ouvrage	- Courrier d'activation de la garantie, rapport de constatation et accompagnement méthodologique	Accompagnement dans l'activation de la garantie de parfait achèvement (prix 308) Accompagnement dans l'activation d'une clause de garantie décennale ou contractuelle (prix 309)
	- Accompagnement en cas de sinistre sur des ouvrages DiRIF dans le cadre d'une opération ayant fait l'objet d'un référé préventif, y compris propositions de mesures conservatoires et/ou suspensives	- Dossier de déclaration de sinistre et accompagnement méthodologique	Accompagnement en cas de sinistre couvert par un référé préventif (prix 304)
	- Accompagnement en cas de sinistre sur des ouvrages DiRIF dans le cadre d'une opération n'ayant pas fait l'objet d'un référé préventif, y compris propositions de mesures conservatoires et/ou suspensives	- Note d'analyse juridique et proposition d'actions	Accompagnement en cas de sinistre non couvert par un référé préventif (prix 305)

3.8 Autres prestations

Le présent-accord cadre prévoit par ailleurs la possibilité de permettre la mobilisation du

titulaire pour différentes prestations qui seraient liées à l'instruction ou au suivi d'opération portée par des MOA Tiers, telles que :

- La participation à des réunions de travail ou de présentation des dossiers ou réflexions en cours par un MOA Tiers ;
- L'assistance au Maître d'Ouvrage DiRIF dans la recherche de données disponibles sur les ouvrages existant, se traduisant par l'exploitation des bases de données et archives (y compris papiers) à des fins de recherche documentaire ;
- L'analyse d'un projet d'avis établi par un service de la DiRIF, tant sur le plan technique que sur le plan administratif et juridique ;
- L'assistance au Maître d'ouvrage DiRIF dans le cadre des démarches de réclamation amiables et/ou contentieuses, où la gestion d'aléas majeurs, qui seraient liées à une opération portée par un MOA Tiers.

ARTICLE 4. DÉLAI D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations définies à l'Article 3 – *Détail des prestations attendues* du présent CCTP font l'objet de délais d'exécution spécifiques, qui visent à garantir, pour la DiRIF et le MOA Tiers, le bon avancement de l'instruction de son projet.

Les délais d'exécution des différentes prestations susceptibles d'être exécutées dans le cadre du présent marché sont définies sur la base des livrables attendus et des prix applicables du BPUF.

Le point de départ du délai d'exécution d'une prestation est défini comme étant **le premier jour ouvré suivant la transmission, par la DiRIF, des documents nécessaires à l'exécution de la prestation, la réalisation de la visite ou la tenue de la réunion**. Cette transmission peut intervenir concomitamment à la notification du bon de commande.

Les bons de commande peuvent prescrire, en opportunité, des délais différents aux délais d'exécution ci-après, afin de tenir compte des cas particulier éventuels ou des périodes de congés.

Les bons de commande ayant pour objet la participation à une réunion ponctuelle ou d'expertise préciseront au besoin par la date prévisionnelle de la réunion, de la visite ou du Rendez-vous. Cette information pourra être transmise ultérieurement lorsque celle-ci ne serait pas connue à la notification du bon de commande. La Maîtrise d'ouvrage DiRIF s'efforcera de respecter un délai de prévenance de 5 jours ouvrés.

Les délais applicables aux différentes prestations sont les suivants :

Livrable (Et prix de référence au BPUF)	Délai d'exécution (En jours ouvrés à compter du fait générateur)	Délai de relecture / Acceptation (à compter de la réception du document livré)
- Avis de recevabilité et de cadrage <ul style="list-style-type: none"> Avis de recevabilité et de cadrage (Prix 101) 	5 jours	5 jours ouvrés
- Avis technique thématique <ul style="list-style-type: none"> Avis thématique simple (Prix 102) Avis thématique courant (Prix 103) Avis thématique complexe (Prix 104) 	Avis simple : 4 jours Avis courant : 5 jours Avis complexe : 7 jours Ces délais ne sont pas cumulables en cas de sollicitation d'avis sur plusieurs thématiques dans le cadre de l'instruction d'un même projet. Le délai le plus élevé prévaut pour l'ensemble des avis.	10 jours ouvrés
- Avis de synthèse <ul style="list-style-type: none"> Avis de synthèse (Prix 105) 	10 jours ouvrés Ce délais n'est pas cumulables en cas de cumul avec la sollicitation d'avis sur plusieurs thématiques dans le cadre de l'instruction d'un même projet. Le délai de l'avis de synthèse l'emporte sur les délais des avis thématiques	10 jours ouvrés
- Avis technique spécialisé en ouvrage d'art <ul style="list-style-type: none"> Avis spécialisé ouvrage d'art – projet SANS impact structurel sur l'ouvrage (prix 106) 	15 jours calendaires	15 jours calendaires

- Avis technique spécialisé en ouvrage d'art <ul style="list-style-type: none"> Avis spécialisé ouvrage d'art – projet AVEC impact structurel sur l'ouvrage (prix 106) 	30 jours calendaires	21 jours calendaires
- Note de calcul d'ouvrage d'art complétée par un avis de synthèse <ul style="list-style-type: none"> Vérification calculatoire du dimensionnement d'un ouvrage d'art (Prix 108) 	30 jours calendaires	30 jours calendaires
- Note de calcul d'ouvrage d'art complétée par un avis de synthèse <ul style="list-style-type: none"> Vérification calculatoire du passage d'un transport exceptionnel (prix 109) 	15 jours calendaires	15 jours calendaires
- Projet de convention initial (y.c. annexes) <ul style="list-style-type: none"> Projet de convention de délégation de maîtrise d'ouvrage (prix 201) Projet de convention de d'entretien et d'exploitation (prix 204) Projet de convention « autres » (Prix 207) 	10 jours ouvrés	10 jours ouvrés
- Proposition de convention amendée avec justification des amendements proposés <ul style="list-style-type: none"> Avis initial sur projet de convention de délégation de maîtrise d'ouvrage (prix 202) Avis initial sur projet de convention d'entretien et d'exploitation (prix 205) 	5 jours ouvrés	5 jours ouvrés
- Proposition de convention amendée avec justification des amendements proposés <ul style="list-style-type: none"> Avis sur modifications à un projet de convention de délégation de maîtrise d'ouvrage (prix 203) Avis sur modifications à un projet de convention d'entretien et d'exploitation (prix 206) Avis sur un projet de convention « autres » (pris 208) 	3 jours ouvrés	3 jours ouvrés
- Constat d'huissier <ul style="list-style-type: none"> Etablissement d'un constat par un agent assermenté (Prix 301) 	3 jours ouvrés	3 jours ouvrés
- Proposition d'assignation en référé et note méthodologique de mise en œuvre et participation au référé <ul style="list-style-type: none"> Mise en œuvre d'un référé préventif (Prix 302) 	10 jours ouvrés	10 jours ouvrés
- Participation au référé préventif <ul style="list-style-type: none"> Participation à un référé préventif (Prix 304) 	Selon date fixée	/
- Dossier de déclaration de sinistre et accompagnement méthodologique <ul style="list-style-type: none"> Accompagnement en cas de sinistre couvert par un référé préventif (Prix 304) 	10 jours ouvrés	10 jours ouvrés
- Note d'analyse juridique et proposition d'actions <ul style="list-style-type: none"> Accompagnement en cas de sinistre non couvert par un référé préventif (Prix 305) 	10 jours ouvrés	10 jours ouvrés
- Compte-rendu de réunion <ul style="list-style-type: none"> Visite d'ouvrage (prix 306) Réunion en Île-de-France (prix 401) Réunion en Visio-Conférence (prix 402) 	5 jours ouvrés	5 jours ouvrés
- Rapport de visite <ul style="list-style-type: none"> Visite d'ouvrage (Prix 306) 	5 jours ouvrés	5 jours ouvrés
- Rapport / Bilan d'exploitation à 6 mois	10 jours ouvrés	10 jours ouvrés

<ul style="list-style-type: none"> Bilan d'exploitation à 6 mois (prix 307) 		
- Courrier d'activation de la garantie, rapport de constatation et accompagnement méthodologique <ul style="list-style-type: none"> Accompagnement dans l'activation d'une clause de garantie (prix 308) 	/10 jours ouvrés	10 jours ouvrés
- Dossier de déclaration de sinistre et accompagnement méthodologique <ul style="list-style-type: none"> Accompagnement en cas de sinistre couvert par un référé préventif (prix 304) 	10 jours ouvrés	10 jours ouvrés
- Note d'analyse juridique et proposition d'actions <ul style="list-style-type: none"> Accompagnement en cas de sinistre non couvert par un référé préventif (prix 305) 	10 jours ouvrés	10 jours ouvrés

L'absence de remarque à l'issue du délai de relecture / acceptation entraîne l'acceptation du livrable (indépendamment de la vérification du contenu du livrable sur le fond).

En cas de remarques de la part de maître d'ouvrage, le titulaire dispose de 3 jours ouvrés à compter de la réception des observations pour mettre à jour les documents en y apportant les corrections et compléments nécessaires.

ARTICLE 5. MODALITES ET CONSIGNES D'INTERVENTION SUR LE RESEAU ROUTIER NATIONAL GERE PAR LA DIRIF

Au titre des prestations objet du présent marché et à la demande du Maître d'Ouvrage DiRiF, le titulaire pourra être amené à se rendre sur le site objet du projet porté par le MOA Tiers.

Les intervenants amenés à se rendre sur le secteur autoroutier devront obligatoirement :

- être vêtus de vêtements réfléchissants de couleur jaune ou orange, intégrant des bandes rétro réfléchissantes conforme à la réglementation en vigueur (classe II minimum).
- être équipés des protections individuelles adaptés aux tâches exécutées (bottes ou chaussures de sécurité, gants, lunette, etc),
- pouvoir assurer leur hygiène (lavage des mains, etc).

Lorsqu'ils ne sont pas accompagnés par un représentant de la DiRiF, les intervenants amenés à se rendre sur le Réseau Routier National (RRN) devront obligatoirement prendre contact avec l'exploitant du réseau concerné, et procéder à l'établissement d'une demande d'intervention (DI) préalable, à laquelle ils devront se conformer. Les instructions figurant sur la DI, et celles demandées par le Responsable d'Intervention prévalent. L'intervention peut être annulée à tout moment au regard d'enjeux de sécurité, quels qu'ils soient.

Les intervenants amenés à se rendre sur le Réseau Routier National (RRN) devront obligatoirement :

- être vêtus de vêtements réfléchissants de couleur jaune ou orange, intégrant des bandes rétro réfléchissantes conforme à la réglementation en vigueur (classe II minimum).
- être équipés des protections individuelles adaptés aux tâches exécutées (bottes ou chaussures de sécurité, gants, lunette, etc),
- pouvoir assurer leur hygiène (lavage des mains, etc).

L'ensemble des équipements de sécurité individuels et collectifs devra être conforme à la législation et régulièrement contrôlé conformément à celle-ci. Les vêtements de travail seront à la charge de

l'entreprise.

Tous les véhicules et engins évoluant sur le réseau autoroutier devront être munis d'un matériel de signalisation constitué au minimum d'un panneau AK5 tricolor, deux gyrophares oranges et un balisage rouge et blanc (classe II).

Le personnel intervenant sur le périmètre de la DiRIF devra avoir reçu une formation à la sécurité adaptée à leurs interventions et devra posséder les habilitations et vaccinations nécessaires.

En raison de l'importance des problèmes de sécurité posés par les travaux ou les interventions sur autoroutes, tant pour le personnel que pour les usagers, Tout manquement à ces règles impératives, entraînera le renvoi immédiat de l'ensemble du personnel concerné et son remplacement, aux frais de l'Entrepreneur, sans avoir à justifier ce renvoi.

Ce renvoi pourra être prononcé par le maître d'ouvrage ou son représentant, y compris tout agent de la DiRIF responsable de la gestion et de l'exploitation des voies concernées.

ARTICLE 6. ANNEXES

- **Annexe 1** - Guide à l'intention des Moa tiers
- **Annexe 2** - Composition du dossier d'opportunité.
- **Annexe 3** - Convention-type de transfert de maîtrise d'ouvrage produite par la DGITM).